

## COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 21 septembre 2017

Le vingt-et-un septembre deux mille dix sept, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 13 septembre 2017, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO -

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** M. Amédée MATRAIRE à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Sylvie GENIN-LOMIER à Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Adrien PSILA à M. Séverin BATFROI - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Christine DURAND - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Florence PARVY à M. Yannick BELLE - M. Pierre-Manuel CHAUVET à Mme Véronique FERRAZZI - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

**Absent(s) excusés :**

**Absent(s) :**

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	24
Nombre de votants	:	32

Le Maire ouvre la séance à 19 heures, et constate que le quorum est atteint : 24 conseillers élus sont présents, 8 élus ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Jeannine ANTOINE a été désignée comme secrétaire de séance.

Puis, le Maire demande l'approbation du compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 30 juin 2017, qui est approuvé à l'unanimité.

Une version amendée du projet de la délibération n°8 est distribuée en séance à tous les membres présents du conseil municipal.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

n° d'affichage = 95

Puis, l'exposé des dossiers à l'ordre du jour de la séance commence.

<b>1 - SERVICE JURIDIQUE - MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL – CRÉATION D'UNE PROCÉDURE DE DÉPÔT DE VŒUX EN CONSEIL MUNICIPAL</b>
--

Christian COIGNÉ,

**VU** l'article 72 de la Constitution de la République Française du 4 octobre 1958 consolidée, consacrant le caractère constitutionnel du principe de libre administration des collectivités territoriales ;

**VU**, ensemble, les articles L. 1111-1 à L. 1115-7 et R. 1112-1 à R. 1115-15 du Code Général des Collectivités Territoriales encadrant le principe de libre administration ;

**VU** l'article L. 2121-29 alinéa 4 du Code Général des Collectivités Territoriales mentionnant la possibilité de formulation de vœux du Conseil Municipal ;

**VU** le règlement intérieur du Conseil Municipal de Sassenage adopté par délibération municipale du 3 juillet 2014 ;

**CONSIDERANT** qu'au terme des attributions qui lui sont conférées par l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal peut être amené à se prononcer à titre consultatif, sans effet juridique, sur diverses questions pour lesquelles la loi ne l'oblige pas à délibérer mais lui permet de le faire ;

Ainsi, le Conseil Municipal peut prendre des délibérations de principe ou formuler des avis, mais il peut également formuler des vœux qui n'auront pas de valeur juridique contraignante, car ils ne s'intègrent pas dans une procédure de décision en cours, avis conforme ou avis préalable obligatoire ;

**PRECISE** que les vœux du Conseil Municipal regroupent tous les souhaits, les prises de position, qu'elles soient politiques ou pas, ou bien des déclarations d'intention formées par le Conseil Municipal quant à la prise d'une décision qui ne relève pas de sa compétence mais relève d'un intérêt local, sinon il aurait directement délibéré de manière décisionnaire en vertu de sa propre compétence ;

**CONSIDERANT** que les vœux doivent néanmoins revêtir un intérêt local, ce qui se définit d'abord par un intérêt communal mais peut être éventuellement une question relevant d'une dimension territoriale ou institutionnelle plus large, pourvu qu'elle soit susceptible d'avoir une incidence locale caractérisée ou certaine pour la commune de Sassenage ;

**REMARQUE** que l'objet d'un vœu pourrait ainsi concerner une question qui relèverait, par exemple, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes-Alpes, de la métropole Grenoble-Alpes, ou bien encore du Département de l'Isère, à condition qu'elle ait un impact local pour la commune de Sassenage, en terme économique, social, politique ou institutionnel ;

**RAPPELLE** néanmoins que, en vertu d'une jurisprudence bien établie, le Conseil Municipal ne peut pas faire de la satisfaction donnée à un vœu émis, la condition sine qua non d'une

autre décision relevant, elle, de sa propre compétence et que, dans tous les cas, le vœu ne doit pas contenir de critique, blâme, injure, ou propos diffamatoire ;

## **PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'APPROUVER** l'ajout d'un article 4 bis modifiant le règlement intérieur du Conseil Municipal de Sassenage du 3 juillet 2014, formulé comme suit :

### « Article 4 bis : vœux (avis et motions) du Conseil Municipal sur des objets d'intérêt local

#### **Principe :**

*Conformément à l'article L. 2121-29 alinéa 4 du CGCT (code général des collectivités territoriales), le Conseil municipal émet des vœux sur tous les objets d'intérêt local.*

*Les groupes politiques constitués de membres du Conseil Municipal peuvent déposer des vœux écrits.*

*En cas de contestation quant à la notion d'intérêt local, la question préalable de la qualification d'intérêt local, à la demande d'un élu, est soumise au vote du Conseil Municipal.*

#### **Procédure :**

*Dans un souci de bonne organisation, les propositions de vœux, avis ou motions doivent être déposées au Cabinet du Maire ou de la Directrice Générale des Services, par écrit ou par voie électronique, 8 jours francs au moins avant l'ouverture de la séance du Conseil Municipal. Ils font l'objet d'un accusé de réception.*

*Les vœux déposés après l'expiration du délai susvisé sont traités à la séance ultérieure la plus proche.*

*Le Maire en assure l'inscription à l'ordre du jour de la séance, en garantissant le respect de l'expression pluraliste des élus au sein du Conseil Municipal.*

*Le sujet est exposé par son auteur pendant une durée ne pouvant excéder 5 minutes. Il donne lieu à une réponse de l'Adjoint au Maire ou de l'élu concerné ne pouvant excéder 5 minutes.*

*Le Maire peut, si nécessaire, compléter la réponse et octroyer la parole aux Présidents de Groupes qui le souhaitent en vue d'une explication de vote pour les vœux, avis et motions.*

#### **Modalités :**

*Les vœux sont votés en fin de séance du Conseil lorsqu'au moins l'un de leurs auteurs est présent.*

*Ils ne donnent pas lieu à débat, sauf demande de la majorité des conseillers municipaux présents.*

*Le nombre de vœux est limité à 1 par groupe et par séance.*

*Une délibération municipale formulera l'expression du vœu en Conseil Municipal en mentionnant succinctement les éventuels débats et amendements proposés.»*

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'APPROUVER** ces propositions.

**2 - SERVICE JURIDIQUE – CONVENTION DE SUPERPOSITION D'AFFECTATION  
ENTRE LA COMMUNE DE SASSENAGE ET GRENOBLE-ALPES MÉTROPOLÉ EN  
MATIÈRE D'ESPACES PUBLICS ET DE VOIRIE**

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

**VU** l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les articles L. 2123-7 et L. 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la délibération du Conseil Métropolitain n° 107 du 30 juin 2017 approuvant la convention-cadre de superposition d'affectation entre Grenoble-Alpes Métropole et les 49 communes membres ;

**VU** le projet de convention cadre de superposition d'affectation en matière d'espaces publics et de voirie ci-annexé définissant les équipements et éléments relevant de la compétence des communes mais installés sur le domaine public transféré à Grenoble-Alpes Métropole ;

**CONSIDERANT** les éléments exposés dans la note de synthèse jointe au dossier de convocation à la présente réunion du Conseil Municipal ;

**EXPLIQUE** que, dans le cadre des transferts de compétences institués par la loi MAPTAM (modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles) du 27 janvier 2014, la Métropole est désormais compétente au titre des espaces publics, de la voirie et des déplacements.

Toutefois, certains espaces font l'objet d'une gestion et d'un entretien par la Métropole alors que la compétence est restée communale et il convient d'en préciser les modalités financières et techniques.

De plus, certains éléments mobiliers sont implantés sur ces espaces publics et ils relèvent de la compétence communale qui en assure la gestion et l'entretien.

De ce fait, il convient de conclure une convention entre la Ville de Sassenage et la Métropole pour régler les modalités techniques et financières de gestion de ces éléments.

Dans le cadre du transfert de la compétence « espaces publics », un certain nombre d'éléments installés sur ces espaces publics qui font l'objet d'un transfert de propriété à la métropole, restent donc de la compétence communale, il s'agit :

- des fontaines, des bornes d'eau potable et des bassins
- des oeuvres d'art
- des sanitaires publics sur emprise de voirie, les canisettes
- des stèles, monuments et aménagements commémoratifs
- des aires de jeux pour enfants
- des éclairages publics et des éclairages des cheminements
- des illuminations de Noël, des coffrets électriques alimentant les marchés
- des panneaux électroniques ou d'informations municipales et les panneaux d'affichage libre
- les mobiliers et équipements de propreté urbaine (poubelles)

Par ailleurs, les espaces d'embellissement et d'une manière générale tout accessoire à vocation esthétique entretenus par les communes sur le domaine public métropolitain leurs sont affectés (bacs à fleurs, bandes plantées ou fleuries, ronds-points, placettes...).

**RAPPELLE** que la superposition d'affectation concernant tous ces biens déjà implantés sur le domaine public est autorisée par la Métropole. Si les communes souhaitent implanter de nouveaux éléments, ceux-ci, après validation du projet par un accord écrit de Grenoble-Alpes Métropole entreront dans le champ d'application de cette convention. Il peut s'agir notamment des mobiliers et travaux accompagnant la mise en place de zones de stationnement payant par les communes en application de l'article L. 2123-8 du code général de la propriété des personnes publiques.

**PRECISE** que certaines compétences s'exerçant sur le domaine public de voirie de la Métropole relèvent toujours des communes : il s'agit de l'entretien des espaces verts, de la propreté urbaine, de l'entretien hivernal et de la gestion du stationnement de surface.

Les prestations de nettoyage, de maintenance ou de mise en place pour le stationnement liées à ces compétences restent à la charge des communes. Leur responsabilité pourrait être engagée en cas de défaut d'entretien.

#### **PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'APPROUVER** la convention dont le projet est annexé ;

**D'AUTORISER** le Maire à signer cette convention avec le Président de Grenoble-Alpes Métropole, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'APPROUVER** la convention dont le projet est annexé ;

**D'AUTORISER** le Maire à signer cette convention avec le Président de Grenoble-Alpes Métropole, et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

<b>3 - SERVICE RESSOURCES HUMAINES – PRÉCISIONS SUR LES INDEMNITÉS DU MAIRE, DES ADJOINTS ET DES CONSEILLERS MUNICIPAUX DÉLÉGUÉS</b>
--

Christian COIGNÉ,

**VU** les articles L.2123-20 à L.2123-24 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux indemnités de fonction d'élus ;

**VU** la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité, complétant et modifiant lesdits articles ;

**VU** le décret n° 2017 -85 du 26 janvier 2017 relatif au protocole Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR)

**VU** les délibérations en date des 15 avril 2014, 26 mai 2014 et 10 septembre 2015 concernant les indemnités du Maire, des adjoints et des conseillers municipaux délégués ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'ATTRIBUER** les indemnités suivantes :

➤ Le Maire :

34.20 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale ;

Les Adjoints :

21.05 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique territoriale;

➤ Les Conseillers municipaux délégués :

dans la limite de l'enveloppe budgétaire, les conseillers municipaux auxquels le Maire a délégué une partie de ses fonctions, percevront une indemnité mensuelle égale à 5.92 % de l'indice brut terminal en vigueur.

Ces indemnités seront versées mensuellement et suivront l'évolution des traitements appliqués aux fonctionnaires.

**D'INSCRIRE** les crédits nécessaires au budget principal de la Ville, au chapitre 65/ compte budgétaire 6531.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,**

**\* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI**

CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE  
CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-  
Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-  
Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe  
VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL  
- M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme  
Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

\* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel  
BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice  
HEMARD

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

<p><b>4 - SERVICE RESSOURCES HUMAINES – ADHÉSION AU CONTRAT CADRE DE PRESTATION SOCIALE DU CENTRE DE GESTION DE L'ISÈRE EN MATIÈRE DE FOURNITURE DE TITRES RESTAURANT AVEC PARTICIPATION EMPLOYEUR</b></p>
--

Jérôme MERLE,

**VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

**VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction  
publique territoriale ;

**VU** la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

**VU** l'avis favorable du comité technique en date du 12 septembre 2017 ;

**CONSIDERANT** la procédure mutualisée de consultation de marché public, réalisée par le  
Centre de gestion de l'Isère, à l'issue de laquelle l'offre présentée par UP/Chèque Déjeuner  
a été retenue ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'ADHERER** au contrat cadre mutualisé de fournitures de titres restaurant mis en place par  
le Centre de Gestion de l'Isère à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2018.

La durée du contrat signé par le Centre de gestion de l'Isère, est effective à compter du le 1<sup>er</sup>  
janvier 2018 pour une durée de quatre ans.

**DE FIXER** la valeur faciale du titre à 6 €. Une valeur faciale à 9 € est fixée pour les agents  
affectés aux services scolaire et enfance/périscolaire, par journée de travail lors des  
missions de « grand entretien » des groupes scolaires ou en centre de loisirs, durant les  
vacances scolaires.

**DE FIXER** la participation de la Ville comme suit :

Un agent à temps complet en activité, sans absence (pour arrêt de travail, congé maternité, paternité...), peut bénéficier de 15 titres restaurant mensuel maximum. Le nombre de titres restaurant mensuel accordé à l'agent, est proratisé suivant son temps de travail effectif. Les titres restaurant seront remis aux agents demandeurs avec un mois de décalage, soit au prorata du temps de présence du mois précédent.

TEMPS DE TRAVAIL MENSUEL	Nombre de TITRES RESTAURANT/mensuel
TPS COMPLET (151.67 h) TPS NON COMPLET (145.60 h à 151.67 h) 96 % à 100 %	15
TPS PARTIEL (90 %) TPS NON COMPLET (130.44 h à 144 h) 86 % à 95 %	14
TPS PARTIEL (80 %) TPS NON COMPLET (115.27 h à 128.92h) 76 % à 85 %	12
TPS PARTIEL (70 %) TPS NON COMPLET (100 h à 113.80 h) 66 % à 75 %	11
TPS PARTIEL (60 %) TPS NON COMPLET (84,90 h à 98,60 h) 56 % à 65 %	9
TPS PARTIEL (50 %) TPS NON COMPLET (75 h à 83,50 h) 50 % à 55 %	8

La participation employeur s'effectue au vu des niveaux « indice majoré et bonification indiciaire » définis comme suit :

INDICE MAJORE + NBI	Participation EMPLOYEUR		Participation AGENT	
≤ 392	3.36 €	56 %	2.64 €	44 %
entre 393 ≤ 461	3.18 €	53 %	2.82 €	47 %
≥ 462	3.00 €	50 %	3.00 €	50 %



Afin de respecter la législation, aucun titre restaurant ne sera remis en août de chaque année.

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer, au nom et pour le compte de la Ville de Sassenage, toutes pièces de nature administrative, technique ou financière nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**D'INSCRIRE** au budget principal les crédits nécessaires, au chapitre 012/6488.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

## **5 - SERVICE RESSOURCES HUMAINES– CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES**

Jérôme MERLE,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

**CONSIDERANT** l'avis favorable du Comité Technique en date du 12 septembre 2017 ;

**CONSIDERANT** la mobilité interne et externe des personnels;

**INDIQUE** la nécessité de créer les postes budgétaires suivants :

- 4 postes à temps complet d'adjoint technique
- 1 poste à temps non complet (30h69min/semaine) d'adjoint technique
- 1 poste à temps non complet (34h48min/semaine) d'adjoint technique
- 1 poste à temps non complet (27h55min/semaine) d'adjoint technique
- 1 poste à temps complet d'adjoint d'animation
- 1 poste à temps complet d'adjoint administratif

**INDIQUE** la nécessité de supprimer les postes budgétaires vacants suivants :

- 2 postes à temps complet d'adjoint technique principal 1<sup>ère</sup> classe
- 1 poste à temps complet de technicien territorial
- 1 poste à temps complet d'adjoint administratif principal 2<sup>ème</sup> classe
- 1 poste à temps non complet (11h 30 min/semaine) d'adjoint technique

**PROPOSE** au conseil municipal :

**D'ADOPTER** les créations et les suppressions de postes budgétaires citées ci-dessus.

**D'INSCRIRE** au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

<b>6 - SERVICE FINANCES - MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF D'ATTRIBUTION DE COMPENSATION D'INVESTISSEMENT</b>
--

Jérôme MERLE,

**VU** l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts ;

**VU** la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles dite loi MAPTAM ;

**VU** l'article 81 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 ;

**VU** le rapport de la CLECT du 2 mai 2017 ;

L'attribution de compensation est un dispositif de reversement au profit des communes membres destiné à neutraliser le coût des transferts de compétences des intercommunalités ayant adopté la fiscalité professionnelle unique (FPU). Elle correspond à la différence entre le produit de FPU perçu par la commune l'année précédant celle de l'instauration par le groupement de la FPU et le montant des charges des compétences transférées. Elle est réévaluée à la baisse ou à la hausse à chaque nouveau transfert de charges.

Il apparaît que la seule imputation en fonctionnement de l'attribution de compensation ne permet pas d'assurer cette neutralité lorsque les charges transférées comportent un volume de dépenses d'investissement identifié et récurrent qui a pour effet de déséquilibrer la section de fonctionnement des communes.

De nombreuses collectivités, (à l'initiative de Grenoble Alpes Métropole), relayées par les associations d'élus (France Urbaine et l'ADCF) ont œuvré pendant plusieurs mois pour la création d'une attribution de compensation dite d'investissement, imputée en section d'investissement permettant de neutraliser réellement la part de dépenses d'investissement identifiée des transferts de charges.

L'instauration d'une attribution de compensation d'investissement permet d'éviter de pénaliser les communes par une dégradation mécanique de leurs ratios financiers.

Cette demande a été entendue puisque l'article 81 de la loi n° 2016-1918 du 29 décembre 2016 de finances rectificative pour 2016 assouplit les modalités de l'attribution de compensation aux communes.

Il est désormais possible de créer, sous certaines conditions, une « attribution de compensation d'investissement ».

Cette possibilité s'inscrit dans le cadre de la fixation du montant d'attribution de compensation selon la procédure dite dérogatoire et se trouve dès lors conditionnée par l'adoption de délibérations concordantes du conseil Métropolitain statuant à la majorité des deux tiers et des conseils municipaux des communes intéressées.

Ces délibérations peuvent prévoir d'imputer une partie du montant de l'attribution de compensation en section d'investissement en tenant compte du coût des dépenses d'investissement liées au renouvellement des équipements transférés, calculé par la commission locale d'évaluation des transferts de charges (CLECT).

A défaut d'accord, le montant de l'attribution est fixé dans les conditions de droit commun et la charge identifiée par la CLECT sera retenue sur l'attribution de compensation de la commune, en section de fonctionnement.

Il est proposé de mettre en œuvre le mécanisme d'attribution de compensation d'investissement à compter de l'exercice 2017 pour les charges d'investissement évaluées par la CLECT dans son rapport du 2 mai 2017 et relatives aux ouvrages d'art de voirie.

Ces charges d'investissement d'un montant de 28 740 € pour la commune de SASSENAGE pourront ainsi faire l'objet d'un versement à la Métropole en section d'investissement.

Elles constituent une dépense annuelle obligatoire et figée dans le temps comme l'attribution de compensation de la section de fonctionnement.

En conséquence,

**Le rapporteur PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'APPROUVER** la mise en œuvre de l'attribution de compensation d'investissement pour les dépenses d'investissement relatives aux ouvrages d'art de voirie calculées par la CLECT dans son rapport du 2 mai 2017 et dont le montant s'élève à 28 740 € pour la commune de SASSENAGE,

**D'AUTORISER** le versement de l'attribution de compensation d'investissement correspondante à Grenoble Alpes Métropole, d'un montant de 28 740 €.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

**7 - SERVICE FINANCES – DÉCISION MODIFICATIVE N°2 DE 2017 - BUDGET PRINCIPAL**

Jérôme MERLE,

**VU** les articles L.1612-4 et L.1612-6 du Code général des collectivités territoriales qui précisent les conditions à respecter pour voter un budget en équilibre réel ;

**CONSIDERANT** l'exposé de la décision modificative effectué par le rapporteur à la séance du conseil municipal du 21 septembre 2017;

**PROPOSE au conseil municipal :**

**D'ADOPTER** la décision modificative n°2017-02 ci-dessous, pour le budget principal :

<b>DECISION MODIFICATIVE N°2- BUDGET PRINCIPAL 2017</b>		
<b>FONCTIONNEMENT</b>		
<b>DÉSIGNATIONS</b>	<b>DÉPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
SCOL/6042/ECOLE/213 CHAP 011 - Achat de prestation de service	8 000 €	0 €
<b>TOTAL CHAPITRE 011</b>	<b>8 000 €</b>	<b>0 €</b>
SCOL/6558/ECOLE/213 CHAP 65 - Autres contribution obligatoires	-8 000 €	0 €
<b>TOTAL CHAPITRE 65</b>	<b>-8 000 €</b>	<b>0 €</b>
FIN/673/ONV/01 CHAP 67 - Titres annulés sur exercices antérieurs	110 000 €	0 €
<b>TOTAL CHAPITRE 67</b>	<b>110 000 €</b>	<b>0 €</b>
FIN/022/ONV/01 CHAP 022 - Dépenses imprévues	-110 000 €	0 €
<b>TOTAL CHAPITRE 022</b>	<b>-110 000 €</b>	<b>0 €</b>
<b>TOTAL FONCTIONNEMENT</b>	<b>0 €</b>	<b>0 €</b>
<b>INVESTISSEMENT</b>		
<b>DÉSIGNATIONS</b>	<b>DÉPENSES</b>	<b>RECETTES</b>
FIN/020/ONV/01 CHAP 020 - Dépenses imprévues	-124 900 €	0 €
<b>TOTAL CHAPITRE 020</b>	<b>-124 900 €</b>	<b>0 €</b>

BAT/21311/MAIRIPAT/020 CHAP 21 - Hôtel de ville	3 500 €	0 €
BETVOI/2135/FURON 833 CHAP 21- Installations générales, agencements	-15 000 €	0 €
PISC/2158/PISC/413 CHAP 21 - Autres installations, matériel et outillage techniques	35 000 €	0 €
GARAG/2182/GARAG/020 CHAP 21 - Matériel de transport	6 600 €	0 €
PERSO/2184/MAIRIFIN/020 CHAP 21 - Mobilier	4 000 €	0 €
<b>TOTAL CHAPITRE 21</b>	<b>34 100 €</b>	<b>0 €</b>
BETVOI/2315/FURON / 833 CHAP 23 - Installations, matériel et outillage techniques	170 000 €	0 €
<b>TOTAL CHAPITRE 23</b>	<b>170 000 €</b>	<b>0 €</b>
BETVOI/458101/FURON / 833/ CHAP 458101 - Opération pour compte de tiers (Dépenses)	-115 000 €	0 €
<b>TOTAL CHAPITRE 458101</b>	<b>-115 000 €</b>	<b>0 €</b>
BETVOI/458201/FURON / 833 / CHAP 458201 - Opération pour compte de tiers (Recettes)	0 €	-105 000 €
<b>TOTAL CHAPITRE 458201</b>	<b>0 €</b>	<b>-105 000 €</b>
FIN/10228/ONV/01 CHAP 10 - Autres fonds d'investissement	28 800 €	0 €
<b>TOTAL CHAPITRE 10</b>	<b>28 800 €</b>	<b>0 €</b>
BETVOI/1321/FURON/833 CHAP 13 Subvention état et établissements nationaux	0 €	98 000 €
<b>TOTAL CHAPITRE 13</b>	<b>0 €</b>	<b>98 000 €</b>
<b>TOTAL INVESTISSEMENT</b>	<b>-7 000 €</b>	<b>-7 000 €</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>-7 000 €</b>	<b>-7 000 €</b>

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,**

**\* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

**\* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

*Madame Sylvie GENIN-LOMIER arrive à 20 heures et 05 minutes en séance du Conseil Municipal.*

*A compter de ce moment,*

**Etaient présents :** M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO -

**Absent(s) ayant donné pouvoir :** M. Amédée MATRAIRE à M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - M. Adrien PSILA à M. Séverin BATFROI - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à Mme Christine DURAND - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Florence PARVY à M. Yannick BELLE - M. Pierre-Manuel CHAUVET à Mme Véronique FERRAZZI - Mme Béatrice HEMARD à M. Michel BARRIONUEVO

**Absent(s) excusés :**

**Absent(s) :**

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	25
Nombre de votants	:	32

## **8 - SERVICE FINANCES - TAXE D'HABITATION – SUPPRESSION DE L'ABATTEMENT GÉNÉRAL À LA BASE**

Jérôme MERLE,

**VU** l'article L.O.1114-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, issu de la Loi Organique n°2004-758 du 29 juillet 2004, définissant les ressources propres des collectivités territoriales;

**VU** l'article L. 2331-3 du Code Général des Collectivités Territoriales mentionnant la taxe d'habitation parmi les recettes fiscales de la section de fonctionnement des communes ;

**VU** la délibération du conseil municipal du 24 septembre 2009, d'une part fixant le taux de l'abattement général à la base de la taxe d'habitation à 5% de la valeur locative moyenne des logements, et d'autre part de fixant à 15% les abattements pour charges de famille ;

**VU** les dispositions de l'article 1411 II.1 du code général des impôts fixant l'abattement obligatoire pour charges de famille à 10% au minimum et permettant au conseil municipal de majorer ce taux ;

**ETANT PRECISE** que le conseil municipal a la possibilité d'instituer un abattement général à la base entre 1% et 15% de la valeur locative moyenne des logements d'une part, et d'autre part, de modifier les taux de l'abattement obligatoire pour charges de famille qui sont fixés, par la loi, à un minimum de 10% de la valeur locative moyenne des logements pour chacune des deux premières personnes à charge et de 15% pour chacune des personnes à charge suivantes.

Les taux minimum pour charges de famille peuvent être majorés de 1 point jusqu'à 10 points maximum et s'établir donc comme suit, par décision du conseil :

- entre 10% (minimum légal) et 20% de la valeur locative moyenne des logements pour chacune des deux premières personnes à charge ;
- entre 15% (minimum légal) et 25% de la valeur locative moyenne des logements à partir de la troisième personne à charge.

Actuellement, les taux d'abattement pratiqués par la commune de Sassenage sont les suivants :

- Abattement général à la base : 5% de la valeur locative moyenne
- Abattement pour charge de famille pour chacune des deux premières personnes à charge : 15%
- Abattement pour charge de famille à partir de la troisième personne à charge : 15%

### **PROPOSE au Conseil Municipal :**

**DE SUPPRIMER** le taux d'abattement général à la base antérieurement institué ;

**DE MAINTENIR** le taux de l'abattement pour personne à charge pour chacune de deux personnes à charges à 15% de la valeur locative moyenne des logements ;

**DE MAINTENIR** le taux d'abattement pour personne à charge pour chacune des personnes à partir de la troisième personne à charge à 15% de la valeur locative moyenne des logements.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,**

**\* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

**\* SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

**9 - POLICE MUNICIPALE – APPROBATION D'UNE CONVENTION-CADRE PORTANT  
RÈGLEMENT DE MISE À DISPOSITION DU RÉSEAU DE RADIOCOMMUNICATION  
TETRA DE LA VILLE DE GRENOBLE À LA COMMUNE DE SASSENAGE**

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

**VU** les articles L. 2121-29 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** les articles L.2122-21, L.2144-3, L.2212-2 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** le projet de convention ci-annexé définissant la mise à disposition du réseau TETRA entre la Ville de Grenoble et les communes intéressées ;

**CONSIDERANT** la convention de mise à disposition du réseau TETRA entre la Ville de Grenoble et les communes intéressées ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'améliorer la performance du parc radio de la ville de Sassenage ;

**CONSIDERANT** qu'en 2011, la ville de Grenoble s'est dotée d'un réseau de radiocommunication numérique permettant de répondre à de nouveaux besoins, d'améliorer la qualité des liaisons et de sécuriser les moyens de communication en situation de forte affluence ou de crise. Des équipements tels que des stations de base, des unités de gestion, des liaisons intersites ont été installés ;



**CONSIDERANT** qu'aujourd'hui, la ville de Grenoble souhaite faire bénéficier la métropole et aux le communes intéressées de l'agglomération grenobloise de son infrastructure de radiocommunication. Ceci s'inscrit dans une démarche de mutualisation afin de réaliser des économies et d'opérer une rationalisation des moyens ;

**PRECISE** que les charges afférentes au fonctionnement se répartiront entre l'ensemble des utilisateurs du réseau proportionnellement au nombre de terminaux utilisés. La répartition des coûts pourra être amenée à évoluer par l'entrée d'un nouvel utilisateur et par l'évolution de l'infrastructure. En 2017, le coût de la mise à disposition du réseau TETRA pour la commune de Sassenage est de 1029,74 euros pour 8 terminaux ;

**AJOUTE** que le parc radio actuel de la commune est devenu obsolète (très mauvaises réceptions en fonction des conditions météorologiques, des lieux et de l'absence d'antennes relais, manque de confidentialité des écoutes, batteries qui ne tiennent plus la charge ...) et qu'il est donc nécessaire d'améliorer sa performance par l'achat de 7 talkies-walkies portatifs numérique et 1 radio fixe pour le véhicule de la Police Municipale (DACIA Duster) servant de relai pour les secteurs enclavés (Fond Bonnier, Pont Charvet...) ;

**PRECISE** que cette opération permettra de répondre aux exigences du Plan Communal de Sauvegarde ainsi qu'aux besoins d'utilisation quotidienne des policiers municipaux ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'APPROUVER** la convention dont le projet est annexé ;

**D'AUTORISER** le Maire à signer cette convention et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

**10 - SERVICE DES SPORTS – SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE SUIVI ET D'EXPERTISE POUR L'ESPACE SPORT ORIENTATION DE LA VILLE DE SASSENAGE**

Jérôme BOETTI DI CASTANO,

**VU** l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**CONSIDERANT** la mise en place d'un espace sport orientation par la ville de Sassenage sur son territoire ;

**CONSIDERANT** que cette mise en place nécessite un suivi et une expertise chaque année ;

**CONSIDERANT** les compétences dans ce domaine de la Ligue Auvergne Rhône-Alpes de Course d'Orientation (LAURACO);

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**D'AUTORISER** le Maire à signer la convention de suivi et d'expertise pour l'espace sport orientation de la ville de Sassenage avec la LAURACO qui fixe les modalités de contrôle et d'entretien de l'équipement, dont le projet est annexé,

**D'ACCEPTER** que le coût de cet entretien, d'un montant de 600 euros par an, soit révisable par avenant à la présente convention,

**DE DIRE** que la dépense correspondante sera payée avec les crédits inscrits au budget principal de la Ville de Sassenage au compte budgétaire 6156

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

<b>11 - MÉDIATHÈQUE "L'ELLIPSE" DE SASSENAGE - DÉSHERBAGE ET VENTE DE LIVRES</b>
--

Michel VENDRA,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** la délibération municipale de Sassenage du 4 juillet 2013 précisant les modalités de désherbage des fonds de la médiathèque l'Ellipse de Sassenage : pilonnage ou don ;

**VU** la délibération municipale de Sassenage n° 12 du 9 mars 2017 précisant les modalités de désherbage et vente des fonds de la médiathèque l'Ellipse de Sassenage ;

**CONSIDERANT** qu'une vente de livres complémentaire est prévue le 14 octobre 2017, dans le cadre du désherbage approuvé par la délibération n° 12 du 9 mars 2017 et selon les mêmes modalités ;

La vente se fera par l'intermédiaire d'une régie de recettes. La régie de recettes en place à la médiathèque sera ponctuellement étendue à cette opération.

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

- **DE DECIDER** de leur vente le 14 octobre 2017 selon les mêmes modalités que définies dans la délibération n°12 du 9 mars 2017,

- **DE FIXER** les tarifs des ouvrages vendus comme suit :

- Roman jaune & vert:	1 €
- Documentaire vert & jaune :	0,50 €
- Album bleu & vert :	1 €
- Bande-dessinée :	1,00 €
- Livre de Poche (petit format, adulte) :	0,50€
- Roman (grand format, adulte) :	1 €
- Documentaire (non illustré)	1 €
- Beau livre, livre illustré (adulte) :	4 €
- CD :	entre 0,50€ et 2€ (suivant si coffret etc)
- Périodique :	0,10€

La recette recueillie au terme de cette vente sera affectée à la médiathèque pour servir à l'acquisition de nouveaux ouvrages.

Les livres non vendus seront donnés dans des structures (Centres aérés, EHPAD, hôpitaux, prisons...)

Tous les documents, vendus, donnés devront porter en page de titre la mention « Annulation » et les N° d'exemplaires seront enlevés.

Suite à chaque opération (désherbage, vente, don), un état sera transmis à la municipalité par le responsable de la médiathèque précisant le nombre de documents éliminés et leur destination.

Ces données seront incluses dans le rapport d'activité annuel de la médiathèque.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

<b>12 - CUVES - CRÉATION D'UNE NOUVELLE CATÉGORIE DE TARIF DÉNOMMÉE "APÉRO-GROTTE"</b>
--

Michel VENDRA,

**VU** l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** la décision du Maire n° 2016-015 du 17 février 2016 fixant les tarifs des produits et prestations en vente à la grotte « Les Caves » de Sassenage depuis le mois de mars 2016 ;

**VU** la licence de débit de boissons alcoolisées jusqu'à 18° existant depuis 1990 pour la grotte « Les Cuves » de Sassenage ;

**CONSIDERANT** la proposition de créer une nouvelle catégorie spécifique de tarif appelée « Apéro-grotte » ;

**CONSIDERANT** que cette prestation correspond à une visite des Cuves suivie d'un apéritif composé de vin ou spiritueux d'un degré n'excédant pas 18° pour des adultes (bières, vins cuits, hydromel, vins, cidres,...) et de produits du terroir, et ne comportant pas d'alcool pour les mineurs ;

**PROPOSE au Conseil Municipal :**

**DE CREER** une prestation appelée « Apéro-grotte » telle que décrite ci-dessus ;

**DE FIXER** le tarif initial de cette prestation à 12,50 euros pour un adulte, 11,50 euros pour un étudiant et 10 euros pour un enfant de 6 à 14 ans, comprenant une visite et un apéritif,

**DE RAPPELER** que le Maire peut fixer et modifier les tarifs directement par décision du Maire, en vertu d'une délégation qui lui a été donnée par le Conseil Municipal pour la durée du présent mandat, par délibération municipale du 15 avril 2014.

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'ADOPTER** ces propositions.

<p><b>13 - SERVICE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE – AVIS SUR LE PROJET DE MODIFICATION N°4 DU PLU AVANT APPROBATION PAR LE CONSEIL MÉTROPOLITAIN</b></p>
--

Jean-Pierre SERRAILLIER,

**VU** l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** les articles L.5211-57 et L.5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le décret 2014-1601 du 23 décembre 2014 portant création de la métropole dénommée «Grenoble-Alpes Métropole» ;

**VU** la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

**VU** l'ordonnance 2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme ;

**VU** la délibération du 12 juillet 2005 par laquelle le Conseil Municipal de Sassenage a approuvé le Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Sassenage du 24 septembre 2009 approuvant la modification n°1 du PLU ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Sassenage du 25 février 2010 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLU ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Sassenage du 15 décembre 2011 approuvant la modification n°2 du PLU ;

**VU** la délibération du Conseil Municipal de Sassenage du 26 septembre 2013 approuvant la modification n°3 du PLU ;

**VU** l'arrêté n° 2017-051 du Président de Grenoble-Alpes Métropole en date du 23 mars 2017 portant prescription de la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Sassenage ;

**VU** l'arrêté n°2017-078 en date du 21 avril 2017, par lequel Monsieur Christophe Ferrari, Président de Grenoble-Alpes Métropole, a prescrit l'enquête publique relative à la modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage du lundi 15 mai 2017 au mercredi 14 juin 2017 inclus ;

**VU** la notification du projet de modification au Préfet et à l'ensemble des Personnes Publiques Associées ;

**VU** la décision n°E17000127/38 en date du 30 mars 2017 de Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Grenoble désignant Monsieur Denis VASSOR en qualité de commissaire enquêteur ;

**VU** l'avis d'enquête publique du projet de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage diffusé sur le site internet de la commune et de la Métropole, publié dans le journal Le Dauphiné Libéré les 28 avril et 19 mai 2017, dans les annonces légales des Affiches de Grenoble et du Dauphiné les 28 avril et 19 mai 2017, et affiché sur le panneau d'information à la porte de la Mairie de Sassenage et au siège de Grenoble-Alpes Métropole ;

**VU** l'enquête publique relative à cette modification qui s'est tenue du lundi 15 mai 2017 au mercredi 14 juin 2017 inclus ;

**VU** le registre d'enquête publique, comportant à la clôture les observations de 2 personnes, et comportant en annexe trois courriers dont deux accompagnés de dossiers ;

**VU** le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, en date du 15 juillet 2017 ;

**VU** l'avis en retour des personnes publiques associées ;

**VU** la note décrivant les modifications apportées au dossier de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sassenage pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, annexée à la présente délibération ;

**VU** le dossier de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Sassenage ;

**PRECISE** que les membres du Conseil Municipal ont été destinataires des documents suivants :

- le projet de modification n°4 du PLU
- une note décrivant les modifications apportées au dossier de modification pour tenir compte des avis des personnes publiques associées, des observations formulées par le public pendant l'enquête et du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur, et justifiant des recommandations que la Métropole ne souhaite pas suivre.

**EXPOSE** que, depuis le 1er janvier 2015, Grenoble-Alpes Métropole exerce la compétence «plan local d'urbanisme et documents d'urbanisme en tenant lieu ». Il lui revient, à cet égard, de mener la procédure de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Sassenage.

Il est précisé que la modification a pour objet :

- Identification de deux sous-secteurs Ubc1 et Ubc2 en lieu et place du zonage Ubc,
- Modification du zonage de la parcelle BC 38 actuellement Ueb (zone d'activité économique) en Ubc2,
- Ajustement des limites entre la zone Ubb au Nord et la nouvelle zone Ubc2 nouvellement créée afin de correspondre aux limites parcellaires,
- Création d'une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) définissant les conditions de l'urbanisation de ce secteur,

- Modification du règlement écrit (intégration de dispositions relatives à la mixité sociale, évolution des règles de hauteur, précisions relatives à l'aspect extérieur des constructions).

Conformément à la législation en vigueur, le dossier de modification n°4 a été transmis pour consultation aux personnes publiques associées (PPA).

Les personnes publiques associées ayant donné leur avis sont : le Conseil départemental de l'Isère, la Chambre d'Agriculture de l'Isère, la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de l'Isère et l'Etablissement Public du SCoT de la région urbaine de Grenoble.

Ces avis ont été joints au dossier d'enquête publique. Les personnes publiques associées qui se sont prononcées sur la présente procédure ont donné un avis favorable, à l'exception du Conseil départemental de l'Isère qui n'avait pas d'observation particulière.

Toutes les remarques formulées par les personnes publiques associées dans leur avis et la réponse qui y est apportée ont été reprises dans la note annexée à la présente délibération.

Le dossier de modification a fait l'objet d'une enquête publique du lundi 15 mai 2017 au mercredi 14 juin 2017 inclus en mairie de Sassenage. L'enquête publique a permis de recueillir deux observations écrites et trois courriers dont deux accompagnés de dossiers.

Toutes les remarques formulées par le public et les réponses apportées ont été reprises dans la note annexée à la présente délibération.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 15 juillet 2017, sont à la disposition du public en mairie de Sassenage, au siège de Grenoble-Alpes Métropole et à la préfecture de l'Isère, aux jours et heures d'ouverture au public, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Dans ses conclusions motivées, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable pour le projet de modification n°4 du PLU de la commune de Sassenage, assorti d'une réserve et de 7 recommandations.

Il est ainsi proposé de lever la réserve du commissaire enquêteur en complétant l'article 2 du règlement de la mention suivante : « Au sein des secteurs Ubc1 et Ubc2, l'ensemble des occupations admises le sont sous réserve de l'édification d'une clôture de protection en limite avec le merlon ».

Il est par ailleurs proposé de suivre la recommandation n°2 en complétant l'orientation d'aménagement et de programmation de la mention suivante : « Dans la mesure du possible et sous réserve de l'absence de contraintes techniques, les axes principaux des constructions situées le long de l'avenue de la Falaise seront implantés préférentiellement en biais ou perpendiculairement par rapport à cette voirie ».

Les recommandations suivantes sont prises en compte mais n'impliquent pas d'évolution du projet de modification :

- Recommandation n°4 relative à la surveillance et à l'entretien du merlon.
- Recommandation n°5 relative à la concrétisation du potentiel de projets d'habitat permettant à la commune de remplir ses obligations en matière de logement social.
- Recommandation n°6 relative à la recherche d'une mixité entre artisanat, commerces et habitat dans le cadre des futures opérations sur ce secteur.
- Recommandation n°7 relative au suivi prospectif de l'offre en matière d'équipements scolaires et de petite enfance.

Il est proposé de ne pas suivre les recommandations suivantes :

Recommandation n°1 : Compléter l'orientation d'aménagement et de programmation par l'indication d'un alignement d'arbres le long des limites avec le quartier « Pré du Bourg ».

Il est proposé de ne pas imposer un alignement d'arbres sur cette limite au stade du document d'urbanisme compte tenu des diverses contraintes liées au futur projet d'aménagement. Toutefois, la commune, compétente en matière d'instruction des autorisations d'urbanisme, a pris bonne note de cette remarque et a précisé que sera étudiée, au moment des études avant-projet et des permis de construire, l'insertion de plants arbustifs et arborés disposés en fonction des partis d'implantation des bâtiments retenus et des infrastructures, de sorte à éviter la création de vis à vis tout en permettant de ménager certaines perspectives paysagères en direction du sud et de diminuer la gêne de l'ombre portée par des boisements de haute tige.

Recommandation n°3 : Annexer dans le règlement du Plan Local d'Urbanisme le « Porter à connaissance des aléas de chutes de blocs dans le secteur du Bourg et des Glériates » établi par le Préfet en date du 8 avril 2016 et sa nouvelle carte d'aléa.

Il est précisé que ce porter à connaissance, qui apporte une évolution de la connaissance au regard des études effectuées après la réalisation du PPRN, a été pris en compte dans le cadre de la présente modification du PLU et qu'un extrait concernant le périmètre de la procédure a été versé au dossier d'enquête publique. Il sera également pris en compte dans le cadre de l'instruction des autorisations d'occupation des sols par la Commune et dans le cadre du PLU intercommunal en cours d'élaboration. Il devra en outre faire l'objet d'une mise à jour du PPRN par le Préfet. Considérant ces éléments et précisant que le porter à connaissance dépasse la champ de la procédure de modification, il convient de ne pas annexer ce document au plan local d'urbanisme dans le cadre de la présente modification.

**En conséquence, le projet de modification n°4 du PLU est modifié afin de prendre en compte la réserve et la recommandation n°2 du commissaire enquêteur.**

**CONSIDERANT** que la note annexée à la présente délibération décrit l'intégralité des modifications apportées au dossier de modification n°4 du PLU et justifie les recommandations que la Métropole ne souhaite pas suivre.

**CONSIDERANT** que préalablement à l'approbation par la Métropole du projet tel que présenté, il est sollicité l'avis de la commune, conformément à l'article L.5211-57 du Code général des collectivités territoriales disposant que les décisions du Conseil Métropolitain dont les effets ne concernent qu'une seule des communes membres ne peuvent être prises qu'après avis du Conseil municipal concerné.

En conséquence, **le Rapporteur PROPOSE au Conseil Municipal :**

**DE DONNER** un avis favorable sur le dossier de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) tel que présenté, avant son approbation par le Conseil Métropolitain.



**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,**

**\* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

**\* SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

**DECIDE,**

**DE DONNER** un avis favorable sur le dossier de modification n°4 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) tel que présenté, avant son approbation par le Conseil Métropolitain.

**14 - SERVICE ESPACES PUBLICS DE PROXIMITÉ - AUTORISATION DE SIGNATURE  
D'UNE CONVENTION AVEC L'ÉTAT DANS LE CADRE DE L'INSTALLATION OU DU  
RACCORDEMENT D'UNE SIRÈNE ÉTATIQUE AU SYSTÈME D'ALERTE ET  
D'INFORMATION DES POPULATIONS (SAIP)**

Daniel D'OLIVIER QUINTAS,

**VU** l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

**CONSIDERANT** que le livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008 a fixé la modernisation de l'alerte des populations comme un objectif prioritaire de l'action gouvernementale ; qu'il s'agit de doter les autorités de l'état mais aussi des communes d'un « réseau d'alerte performant et résistant », en remplacement de l'ancien réseau national d'alerte (RNA) de l'état, constitué de 3 900 sirènes, prévu surtout pour une attaque aérienne ;

**CONSIDÉRANT** que les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP) ; qu'il repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces, dont des sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population) ;

**CONSIDÉRANT** que les préfetures ont été sollicitées en 2010, à la fois pour effectuer un recensement national des sirènes, et pour déterminer leurs besoins complémentaires en moyens d'alerte au vu du parc recensé, de la couverture optimale des bassins de risques dans le département et des éléments de méthodologie qui leur ont été fournis ; que le dénombrement et la caractérisation du parc des moyens d'alerte ont permis aux acteurs de

l'alerte et de l'information des populations de disposer de la cartographie la plus exhaustive et la plus fiable possible des moyens existants ;

**CONSIDÉRANT** qu'un principe de cotation nationale des zones d'alerte a été élaboré par la DGSCGC et appliqué par les préfetures, avec une coordination de l'application des critères assurée par les états-majors interministériels de zone, pour déterminer des zones d'alerte prioritaires ; que cette cotation prend en compte la population, sa densité ainsi que l'intensité, la cinétique et la prévisibilité du ou des risques. 640 zones d'alerte de priorité 1 ont ainsi été identifiées, sur un total de 1 744 zones pour l'ensemble du territoire métropolitain ;

**CONSIDÉRANT** que la sirène, objet de la convention, implantée dans une de ces zones d'alerte de priorité 1, a vocation à être raccordée au SAIP lors de la première vague de déploiement en cours ; qu'elle porte sur le raccordement d'alerte, propriété de l'Etat, sur un bâtiment propriété de la commune de Sassenage et fixe les obligations des acteurs ;

**PROPOSE** au Conseil Municipal :

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer cette convention, dont le projet est annexé

**LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés**

**DECIDE,**

**D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer cette convention, dont le projet est annexé

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents.

POUR COPIE CERTIFIÉE CONFORME.  
SASSENAGE, le 22 septembre 2017

Le Maire

Christian COIGNÉ.



Affichage le : 25 SEP. 2017

no d'affichage = 95